# « Congrès AFSP Aix 2015 »

## ST 19: Une socialisation « hybride » dans l'accès aux positions de pouvoir : du capital social au capital politique

**Lamine Savané, Centre d'Études Politiques d'Europe Latine (CEPEL), Université de Montpellier, email : lamine.savane@yahoo.fr**

*Comment le capital relationnel est-il transformé en capital politique par un le jeu d'échange inégal ?*
*Dans quelle mesure les milieux associatif et syndical peuvent être conçus comme des lieux de socialisation prédestinant leurs membres à s'engager dans une carrière politique ?*
*Dans le contexte malien, que nous rappellent les particularités des trajectoires individuelles des élites parlementaires dans les milieux socialisateurs que sont les associations et syndicats ?*

Voilà les quelques questions auxquelles cette communication ambitionne de répondre à partir d'un travail empirique réalisé au Mali (décembre 2007- janvier 2008 et avril 2011-septembre 2011). Pour y arriver, ce travail s'appuie sur le croisement de données biographiques relatives aux 147 députés de la quatrième législature (2007-2012), et de données empiriques recueillies au cours d'enquêtes de terrain réalisées auprès des élites parlementaires.

Cette communication s'interroge sur le processus de socialisation qui comprend ici l'étude des trajectoires des élites parlementaires à travers leur famille, leurs communautés (les villages, les règles communes que se partage une communauté etc.) et les caractéristiques sociohistoriques et culturelles d'une société donnée, de même que les autres groupes (formels ou informels) qu'elles ont eu à fréquenter (l'école, les associations scolaires, etc.). Pour cela, l'étude du contexte socio-familial est centrale pour comprendre leurs propriétés sociales et leurs conditions d'acquisition. Par capital relationnel, nous désignons la détention d'un réseau permanent de relations notamment avec des individus qui occupent des positions de pouvoir, auxquels on peut le cas échéant avoir recours pour obtenir des bienveillances, le plus souvent dans un cadre informel. Le degré de ce capital de même que son champ dépendent en partie de la position sociale. Les élites sont généralement beaucoup plus dotées que les dominés par un effet de reconnaissance réciproque. « Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié [1]». Ainsi, disposer d'un capital social très développé nécessite généralement un « travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profits matériels ou symboliques [2]».

### I.) *Les lieux de socialisation traditionnels :*

Notre analyse de la socialisation des élites parlementaires maliennes en tant que processus d'interaction entre l'individu et la société nous informe sur l'hybridation du champ politique malien. Nous y développons la thèse que la politisation des élites parlementaires maliennes ne

[1] Bourdieu P., « Le capital social », *Actes de la recherche en Sciences Sociales,* vol 31, 1980, p. 2
[2] Ibid.

s'explique pas simplement par les lieux de socialisation moderne (l'école, les syndicats, les partis politiques) mais que d'autres lieux de socialisation traditionnels comme la famille, les associations villageoises jouent un rôle important et servent de tremplin pour la carrière de beaucoup de députés. Et que contrairement aux idées reçues, les milieux traditionnels restent des espaces de socialisation politique peu explorés

### *1) L'enchevêtrement d'une double socialisation « traditionnelle » et « moderne » :*

Le contexte social doit comprendre l'ensemble des valeurs sociétales régissant un système sociopolitique et acceptées comme valeurs humaines et normatives dans une société donnée. Partant de là, « toute socialisation est le résultat d'une interaction entre l'individu et la société ». A. Percheron notera que la socialisation s'opère selon un double procédé, l'accommodation d'une part, c'est-à-dire la capacité de l'individu à s'adapter aux contraintes de son environnement et l'assimilation d'autre part, l'attitude de l'individu par laquelle il cherche à modifier son environnement pour le rendre plus conforme à ses désirs[3]. Nous conviendrons donc avec l'auteure que la socialisation est un processus qui se fait par étapes successives, selon les phases du développement affectif et cognitif de l'individu, selon les modifications et les contraintes de son environnement. Cependant, la socialisation « politique » est une dimension d'un processus plus large, la construction de l'identité sociale de tout individu nécessitant l'acquisition d'un certain nombre de codes symboliques, de normes au sein desquels les attitudes et les comportements politiques sont décelables[4]. Une autre définition postule que la socialisation est « l'intériorisation normative et culturelle affirmant ainsi la réversibilité de la subjectivité des acteurs et de l'objectivité du système[5] » rejoint la première.

« L'organisation familiale quelles que soient ses modalités, [occupe] un rôle décisif dans l'organisation sociale globale traditionnelle, même lorsqu'on [est] en présence d'un système étatique [6]». Au Mali et dans le milieu bambara en général, l'homme est au service de la vie communautaire[7]. Une personne est alors perçue comme « mure » et « respectueuse » lorsqu'elle a acquis le savoir faire, la sociabilité, le respect envers les personnes âgées, envers la famille, envers tout simplement la collectivité toute entière et ayant le contrôle de soi-même. La société « bambara » fait qu'une personne se rend disponible et se sent responsable pour toute la collectivité, et qu'elle se voit comme un miroir de la collectivité. Dans la sagesse de la société bambara, l'ultime plénitude de la personnalité aboutit à une identification au collectif. Ce sont donc les valeurs de la collectivité auxquelles les personnes devraient adhérer, pour ensuite définir leur propre identité.

M. Fellous note à ce sujet que « la socialisation en milieu bambara est progressive et permanente. Elle commence avant la naissance et se poursuit après la mort. Elle est conçue

---

[3] Percheron A., *La socialisation politique,* Paris, Armand Colin, 1993, p. 32.
[4] Ibid., pp. 32-34
[5] Dubet F., et Martucelli D., « Théories de la socialisation et définitions sociologiques de l'école », *Revue française de sociologie,* 1996 ; 37-4, pp. 511-535.
[6] Médard J.-F., « La spécificité des pouvoirs africains », *Revue Pouvoir,* n°25, 1983, p. 6.
[7] Les Bambaras ou Bamanans constituent l'un des onze principaux groupes ethniques du Mali. Ils représentent le groupe majoritaire au Mali en plus des malinkés qui leur sont apparentés (45% environ) et la langue bambara est parlée par plus de 80% à 90% de la population estimée en 2015 à 15 369 809 habitants, Source : http://www.jeuneafrique.com/Chiffres-pays_68_Mali, site consulté le 21/05/1025. Par extrapolation, nous postulerons que les rituels traditionnels bambaras de socialisation sont ceux du Mali dans son ensemble, ceux des autres ethnies se rapprochant à peu près de celui-ci. Voir Bazin J., « A chacun son Bambara », *in* Amselle J. L., M'Bokolo E., *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique,* Paris, La découverte, 1999, pp. 87-127.

comme un processus visant à former la personnalité en modifiant les milieux où se trouve l'enfant. Il s'agit d'une action voulue sur sa personne. Nombreux sont les proverbes décrivant l'enfant comme une terre molle, une patte à pétrir. L'enfant est là comme la terre battue, si on lui donne une forme quelconque, la terre se dessèchera en conservant cette forme. L'enfant abandonné à lui-même, devenu grand ne peut plus être corrigé [8]».

Ainsi, une personne en grandissant dans un environnement social adopte au fur et à mesure un ensemble d'éléments lui permettant la compréhension culturelle de sa propre société. Les différents échanges avec son environnement lui permettent de résoudre des interrogations qu'il se pose. Cela veut dire que l'individu dans son développement et dans sa formation personnelle veut faire la part des choses entre les caractéristiques normatives constitutives de sa société et celles acceptées (ou pas) par tous. Partant de la, on peut désigner la socialisation civile ou traditionnelle comme un long processus d'acquisition, d'assimilation et d'incorporation des valeurs, des codes et mœurs acceptables relatif à une communauté donnée. La phase d'apprentissage des élites parlementaires des valeurs et les interdits qui leur servent de codes pour la valorisation de leurs propriétés sociales participe pleinement du processus de leur socialisation politique. Malgré les changements socio-économiques et politiques opérés au sein des sociétés postcoloniales, les champs socialisateurs traditionnels n'ont pas pour autant disparu.

Pour essayer de comprendre de manière exhaustive la socialisation des élites parlementaires, il serait important de souligner les éléments observables à partir du travail empirique. Ces facteurs, qu'on peut qualifier d'endogènes sans les considérer comme du passéisme au sens où l'entend R. Otayek, seraient importants à étudier en tant que lieux de socialisation. Cela nous permettra de mettre en relief les processus d'assimilation propres à chaque communauté grâce auxquels les représentations socioculturelles donnent sens à la vie politique.

Cependant, il semble important de souligner que dans le mode vie communautaire qui caractérise les sociétés subsahariennes, il est capital de se réunir à chaque fois pour tout problème. Les visites sont courantes entre parents, amis, collègues ou voisins. Même si la tendance est à l'institutionnalisation des relations, beaucoup de ces relations se passent dans des cadres informels. Dans la plupart des cas, il s'agit de relations de nature inégalitaire entre un patron et ses clients[9], ou des gens de la même position sociale. Il y a des échanges de services divers chacun apportant la ressource dont il dispose (pouvoir d'entrer dans les sphères de l'État, argent, pouvoir décisionnel etc.) et qui fait défaut à l'autre. L'idée ici est d'affirmer que les élites traditionnelles entretiennent des relations informelles avec des militaires, des élites politiques (si elles n'en sont pas), des hommes d'affaires. De manière générale, du fait de l'inanité des services publics[10], il est primordial d'avoir un carnet d'adresses bien rempli, cultiver les relations avec les gens d'en « haut » pour espérer parvenir à ses demandes les plus simples. Les démarches les plus ordinaires ayant peu de chances d'aboutir au Mali sans des recommandations[11].

---

[8] Fellous M., « Socialisation de l'enfant bambara », *Journal des africanistes,* 1981, tome 51, fasicule 1-2, pp 201-202.

[9] Médard J.-F., « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique,* vol 26, n°1, pp. 103-131.

[10] Médard J.-F., « Le " Big Man " en Afrique: Esquisse d'analyse du politicien entrepreneur », *L'Année Sociologique,* 1992, p. 188. Bayart J. F., *L'État en Afrique : la politique du ventre,* Paris, Fayard, 2006.

[11] Un policier qui vous arrête au Mali pour infraction vous laissera rapidement repartir selon que vous connaissiez un officier dans l'armée ou dans la police. De même que dans les démarches administratives, l'obtention d'une signature ou d'un passeport peut prendre une demi-journée ou trois mois selon les accointances dont on dispose.

Passé le cap de la famille et de la communauté, d'autres lieux de socialisations que nous désignerons lieux de socialisation politique « modernes » apparaissent. Il s'agit de lieux de socialisation modernes extra communautaires dont les règles ne sont pas celles véhiculées par la tradition, car importées. L'école, les associations estudiantines, ou syndicales entrent dans ce cadre. Nous désignerons ainsi comme lieux de socialisation politique modernes tout espace où, de nouvelles règles de comportement et de connaissances sont acquises, et échappant à l'autorité directe de la famille, d'un village ou d'une communauté et, qui constituent aujourd'hui un vivier incontournable dans le processus de socialisation politique des élites parlementaires. Dans cette optique, la variation des schémas de socialisation découle de la diversité des trajectoires des députés. Nous analyserons donc le processus d'acquisition des savoirs politiques et valeurs sociétales par le truchement de la famille, l'école, les associations estudiantines et syndicales. Pour l'affirmer de manière consensuelle, « la socialisation renvoie à l'ensemble des processus à travers lesquels se « fabriquent les individus au cours de leur vie sociale. A travers la socialisation familiale, amicale, scolaire, professionnelle etc., les individus s'approprient des manières d'être et de faire, des manières de penser le monde et de se penser dans le monde [12]».

Au-delà de la structure familiale qui occupe une place prépondérante dans les sociétés lignagères, l'école ainsi que les associations civiles ou syndicales représentent des éléments cruciaux dans la compréhension des étapes de socialisation d'abord civile avant qu'elle soit politique. Dans le contexte malien, toute la famille est socialisante au sens où tous les membres de la famille participent de manière directe ou indirecte à l'éducation d'un enfant[13].

De ce fait, les premières marques de respect et d'éducation sont inculquées à l'enfant dans sa propre famille. Le fait de saluer un aîné ou de ne pas appeler par le prénom une personne ayant l'âge du père ou de la mère participe à cela. L'harmonie et la cohésion de la famille sont placées au dessus de tout ; le groupe valorise l'individu et dans la durée, la vie d'un individu se meurt alors que la famille, la communauté se perpétue. N. Elias notait déjà cela dans le rapport de l'individu avec sa société dans les pays moins développés. Pour Elias, « Dans les pays relativement moins développés […] l'individu est normalement plus étroitement lié à sa famille, qui prend dans la plupart des cas la forme d'une famille très étendue, et à son village et à sa ville natale. Dans la plupart de ces pays […] la famille étendue et le village natal sont les anciens foyers de l'identité personnelle du " nous " chez les membres de ces sociétés. Si l'on considère le rapport entre identité du jeu et identité du nous, on pourrait dire que les deux existent dans tous les pays, développés et moins développés, mais alors que dans le premier l'accent est mis sur l'identité du jeu, dans les pays moins développés il est mis sur l'identité pré étatique du nous que ce soit celle de la famille, du village natal ou de la tribu […] le lien affectif [reste] très fort avec la famille, le clan, le lieu de naissance, ou la tribu » [14]. Une fois l'étape familiale franchie, les instances préparant à la

---

[12] Siroux J.-L., *La fabrication des élites, langage et socialisation scolaire,* Louvain, l'Harmattan, 2011, p. 10.

[13] *« L'ensemble du groupe familial est socialisant [...] si la relation de la mère à la mère est privilégiée, tout le groupe intervient à tout moment comme médiateur ; une relation exclusive ou fermée sur elle-même est critiquée. La " bonne mère " est celle qui introduit l'enfant dans la société en le poussant dès le sevrage vers les autres enfants du groupe. Chacun apprend l'enfant à parler, à marcher, chacun le porte et le stimule. Le père peut avoir un rôle plus précis dans l'éducation de l'enfant : un père guérisseur transmettra ses secrets à son fils. Cependant d'une façon générale, le père n'intervient pas, il a un rôle répressif dépourvu d'affectivité. Il est le garant de l'ordre dans la famille ; son autorité quoique très forte est formelle : elle ne doit pas être contestée ouvertement. Mais l'autorité n'est pas incarnée par une seule personne : elle est assurée par tout le lignage paternel. Les membres du lignage maternel (mère, oncle) en revanche portent la marque de l'affectivité. D'une façon générale, c'est l'ensemble des ainés qui détient l'autorité du point de vue de l'enfant : ce dernier appartient à tout le groupe familial » (in)* Fellous. M., « Socialisation de l'enfant bambara », *Journal des africanistes,* 1981, tome 51, fasicule 1-2, pp. 202-203.

[14] Elias N., *La société des individus,* Paris, Fayard, 1991, 234.

vie de groupe sont l'école et les associations qu'elles soient sociales, scolaires ou syndicales. Si à Bamako dans la capitale le concept d'association tend à diminuer progressivement, dans les régions, les cercles, les villages, les associations occupent une place prépondérante. Dans les villages, les jeunes se retrouvent autour d'associations (*Ton en Bambara)* pour discuter des problèmes agricoles, le lien affectif avec sa famille ou sa communauté étant très fort. Mais le *Ton* joue aussi d'autres rôles sociaux (solidarité si un sociétaire est frappé par un malheur) et éducatif en complétant la formation de l'individu initiée dans la famille. La socialisation s'effectue aussi à chaque rituel ou cérémonie de la vie sociale. Les baptêmes, les funérailles, les mariages, les fêtes associatives sont des éléments primordiaux des traditions et de la structure sociale. La non participation à ce type de cérémonies peut déboucher sur un rejet social et représente un coût politique conséquent.

Dans la pratique rituelle, chaque acte posé a une signification pédagogique. Les règles autour du repas familial, les groupements de jeunes ou d'anciens, chaque groupe de travail formalise et rappelle les règles de la vie collective. L'individu est ainsi pris, entraîné dans un système d'éducation continuel et progressif à chaque étape de sa vie. A ce sujet nous essayerons de montrer comment les instances socialisatrices à travers lesquelles sont formées les élites parlementaires participent à leur accession à l'Assemblée nationale. L'école reste aussi un endroit de socialisation politique privilégié par excellence. La conduite stricte étant appliquée, elle complète aussi le processus d'éducation familiale. Les associations en son sein servant de tremplin à la plupart des élites parlementaires de manifester et de s'impliquer dans la vie politique.

Mais nous avons fait le choix pour illustrer notre démarche empirique de nous intéresser aux « grandes familles » au Mali[15], la plupart tirant leur légitimité de l'histoire précoloniale en essayant de faire ressortir le statut qu'elles occupent dans l'entité sociale avec l'hybridation de la strate sociale traditionnelle et moderne qui caractérise le champ politique malien aujourd'hui. On veut évoquer ici le cas des familles bénéficiant d'une notoriété locale ou nationale. Il s'agit des descendants des grandes familles traditionnelles, des chefferies, des royaumes ou des grandes familles religieuses (maraboutiques). Malgré les changements de l'ordre traditionnel féodal par l'instauration des gouvernements coloniaux et postcoloniaux qui ont atténué leur influence, certaines familles continuent à jouir d'une grande notoriété relative à l'histoire sociopolitique du Mali à l'échelle locale. Car comme nous le rappelle A. Percheron, « la façon la plus usuelle d'apprécier le poids des antécédents familiaux, ce qui constitue bien une façon d'affirmer l'existence d'une transmission repose sur la prise en compte d'un indicateur " roi" : l'origine sociale […] or, le fait de naître dans une famille donnée ne se charge de signification qu'à travers les expériences vécues par chacun dès l'enfance [16]». La société malienne étant fortement stratifiée, lignagère, l'influence de certaines familles dans les différentes périphéries électorales ne s'est pourtant pas amoindrie en dépit des mutations dont le Mali a été l'objet. Malgré cette considération, une grande famille notable est à priori perçue par la population locale d'abord comme une famille bienveillante et généreuse. La population étant extrêmement pauvre, la prise en compte de leurs préoccupations majeures est très appréciée. Ces familles ont en général un capital social et économique considérable pour assister les populations et jouissent d'une bonne image de sociabilité auprès de leurs pairs à une échelle locale. *« Mon arrière grand père a été le premier chef de canton pendant la colonisation au Mali, mon grand père aussi était chef de canton, mon père chef de village. Mais cela ne suffit pas. La population, les électeurs regardent surtout les actes que j'ai posés, ma relation permanente avec la population, les*

[15] Les exemples parmi les parlementaires étant nombreux, nous avons choisi quelques cas pour illustrer nos démonstrations.
[16] Percheron A., *La socialisation politique,* Paris, Armand Colin, 1993, pp 91-92.

*réalisations de développements auxquelles je participe dans mon village. Est-ce qu'il suffit d'être le fils du président et surfer sur cette notoriété ? Je ne pense pas*[17] *».* Par conséquent, les détenteurs de ces propriétés sociales symboliques, descendants de grandes familles, jouissent d'un *social background* ou d'un capital économique ouvrant la voie à une nouvelle catégorie sociale dotée d'un « pouvoir de domination » surtout dans leurs fiefs respectifs.

Nous verrons donc comment l'ascendance sociale ou le statut social du père ou de la famille valorisée par un capital économique ou culturel peut devenir une ressource politique facilitant l'ascension dans une carrière politique couronnée par l'entrée dans l'assemblée nationale du Mali. Pour répondre à cela, nous mobiliserons des données biographiques et empiriques de certaines élites parlementaires détentrices de ce type de ressources politiques, en essayant de montrer les spécificités relatives de leurs fiefs respectifs.

### *2) Une ascendance familiale valorisée dans la politique :*

Notre objectif est de montrer comment l'origine sociale valorisée peut être une ressource politique dans le cadre hybride de la sphère politique malienne. Le but sera donc de montrer comment la notion d'habitus chez les élites parlementaires héritières des grandes familles au Mali contribue à la formation d'une ressource dans le champ politique. N. Elias, traite beaucoup cette question dans son analyse sur l'évolution du rapport entre l'individu et les communautés dans un article intitulé « Les transformations de l'équilibre " nous-je " [18] ». Il explique que le groupe dominant dans lequel évolue un individu représente pour lui une unité sociale de survie, lui garantissant la sécurité pour pouvoir assurer ses fonctions vitales élémentaires. Ainsi se développe chez l'individu « un habitus social » qui leur permet de conformer son comportement par rapport à la communauté référencée. Il construit son identité par rapport à la structure de la société, au miroir que la société lui donne. Ainsi, avant « toute approche scientifique », il est à savoir que « tout individu, si différent soit-il de tous les autres, porte une marque spécifique qu'il partage avec les autres membres de sa société [19]». Cet « habitus social » que développe l'individu est donc extrêmement résistant au temps, puisqu'il lui sert pendant son processus d'évolution au sein de la communauté[20]. Par conséquent, N. Elias affirme que « la notion d'habitus social permet de soumettre à un examen scientifique les données de la réalité sociale qui s'y sont jusqu'à présent dérobées. Que l'on songe par exemple au problème de ce que l'on recouvrait à un stade préscientifique par la notion de caractère national, c'est un problème d'habitus [21]».

Certaines familles héritières des grands empires et royaumes, des chefferies traditionnelles ou de familles religieuses sont dans une situation de prédominance sociale. Malgré la « nationalisation » des compétitions électorales, cette réalité indéniable est observable dans les compétitions politiques aux échelles locales. Ce sont des familles qui ont hérité du pouvoir précolonial qui structuraient les sociétés. C'est cette légitimité séculaire qui s'est perpétuée et qui assure aujourd'hui encore dans la société malienne une relative position dominante. Il ressort de nos travaux empiriques que dans plusieurs circonscriptions électorales ces déterminismes sociaux jouent beaucoup pour certains parlementaires. Pour se

---

[17] *Entretien réalisé avec un parlementaire de l'URD élu à Bafoulabé le 08 mai 2011*. Dans ce cas précis la légitimité est tirée de la période coloniale avec la mise en place du système administratif par le pouvoir colonial. Ce qui situe l'origine de « l'ascendance sociale » de certains parlementaires maliens pendant la période coloniale, même si la majorité tire leur légitimité de la période antérieure à la colonisation.

[18] Elias N., « Les transformations de l'équilibre " nous-je " » *(in) La société des individus*, Paris, Fayard, 1991, pp. 205-301.

[19] Elias N., *La société des individus,* Paris, Fayard, 1991, p. 239.

[20] Ibid., pp. 239-240.

[21] Ibid., p. 239.

donner toutes les chances d'accéder à l'Assemblée nationale, certains parlementaires mettent en avant l'origine sociale afin d'atteindre leur objectif, ou d'ailleurs parfois ce sont les électeurs eux-mêmes qui le soulignent.

Tout de même comme il nous est apparu lors de nos entretiens, que l'origine sociale prise isolément n'est pas à elle seule un facteur valorisant. Il faut pour cela qu'elle soit associée à un capital économique ou un *social background* conséquent, c'est-à-dire un capital social compris comme la somme des ressources, disponibles ou potentielles, qui appartiennent à un individu parce qu'il possède un réseau durable de relations, de connaissances.

Il sera donc intéressant de voir les élites parlementaires qui ont su associer ces facteurs (origine sociale plus un capital économique ou plus un *social background* conséquent) ou mobiliser un capital social reconnu par la société comme une ressource valorisable dans le cadre la compétition politique. Nous analyserons donc l'origine sociale comme facteur de dénomination favorable à une carrière politique à l'échelle locale. Si les élites parlementaires parviennent à mobiliser l'origine sociale dans l'arène politique, c'est aussi parce que l'histoire politique précoloniale est très ancrée dans l'inconscient collectif des citoyens maliens, surtout en milieu rural leur conférant une certaine légitimité.

### *3) Des lignages aux autres classes culturelles : 4 exemples types*

Pour valider nos hypothèses, il nous a été nécessaire de faire ressortir les caractéristiques (origine sociale + capital économique), (origine sociale + *social background*[22]) ou (origine sociale + capital social) de certains députés. Partant du fait que le patronyme familial est un acquis social, qui peut par la suite être transformé en ressource politique, nous nous sommes intéressés au cas de Mountaga Tall député élu à Ségou (4e région administrative du Mali), de Moussa Berthé élu à Sikasso (3e région administrative du Mali), d'Abdoulaye Sidibé élu à Dioila dans la région de Koulikoro (2e région administrative), et de Sidi Baba Kane élu à Nara dans la région de Koulikoro. Ces choix, loin d'être aléatoires sont motivés par la notoriété de leurs ascendances familiales dans leur terroir.

De ce fait, les périodes électorales, plus particulièrement en milieu rural, sont propices à la valorisation et à la reconnaissance symbolique de l'ancrage local au sein du territoire électif. En effet, dans ces milieux, « la conscience morale traditionnelle, l'éthique traditionnellement propre à l'attachement à ces unités de survie qu'étaient la famille, ou le clan, bref le cercle de la parentèle plus ou moins étendue, veulent qu'un membre du groupe plus riche ou mieux placé ne refuse pas son aide à un parent même éloigné, lorsque celui-ci le sollicite [23]». L'ancrage territorial de la famille dans le terroir est une des ressources fondamentales pour envisager une carrière politique. Nous voulons démontrer donc comment à partir des trajectoires familiales différentes, des capitaux sociaux, culturels et économiques différents à travers les processus de socialisation civile et de « l'habitus social », ces élites parlementaires sont parvenues à transformer ces capitaux en ressources politiques.

Pour ce faire, cette analyse nous amènera donc à étudier le cas de deux empires qui ont marqué l'histoire coloniale du Mali (l'Empire Toucouleur d'Hel-Hadj Omar Tall et l'Empire du Kénédougou des Traorés aujourd'hui Sikasso[24]) ainsi que la figure d'une grande famille notabiliaire et celle d'une grande famille religieuse.

---

[22] L'idée renvoie ici à la fois au savoir moderne via l'école de même que le savoir traditionnel coranique constituant pour certains une source de revenu notamment ceux qui pratiquent la profession de marabouts.
[23] Elias N., *La société des individus,* Paris, Fayard, 1991, p. 235.
[24] Voir développements de la première partie sur la sociohistoire du Mali.

### *3-1 La figure d'une lignée royale : Mountaga Tall*

Le Député Mountaga Tall est né le 10 décembre 1956 à Ségou quatrième région du Mali. Avocat de formation, il est l'un des les plus célèbres du barreau malien. Il exerce son 3e mandat au sein l'Assemblée nationale après avoir boycotté les élections de 1997. Il est le descendant d'El-Hadj Omar Tall[25], empereur de l'empire Toucouleur qui régna à Ségou de 1861 à 1864 après avoir renversé le royaume Bambara marqué à l'époque par la dynastie des Coulibaly et des Diarra qui constituent également des familles royales dans l'histoire politique du Mali et particulièrement dans la région de Ségou.

Sa légitimité politique première si l'on peut ainsi dire, Monsieur M. Tall la tire d'abord de l'insubordination de son aïeul qui résista à la colonisation française, El-Hadj O. Tall, la bravoure de ce dernier continuant à être louée par les griots, historiens etc. Les interactions entre son ascendance et le pouvoir politique depuis existent donc depuis de très longues années. On peut parler dans ce cas d'une socialisation traditionnelle et politique puisque les grandes familles ont toujours entretenu des « relations » avec les systèmes coloniaux et postcoloniaux dans la préservation de leurs intérêts réciproques. La stratégie des pouvoirs coloniaux consistait à recruter des leaders locaux issus des grandes familles ; la notoriété de ces derniers constituait un atout pour limiter les dérives contestataires et exercer un « contrôle » sur la population. Stratégie politique qui sera suivie et appliquée par les gouvernements respectifs sur le plan national est d'actualité aujourd'hui encore. Cette alliance entre sa famille et le pouvoir politique est un facteur très important à signaler dans son processus de socialisation. En effet, il faut savoir que pendant les campagnes électorales ou après une élection, les « visites de courtoisies » dans les grandes familles par les responsables politiques sont fréquentes. L'origine familiale en occurrence royale est pertinente dans le processus de socialisation politique de ce député puisque la source du pouvoir dans les monarchies traditionnelles résidait dans la lignée patriarcale. Dans notre cas précis, la légitimité traditionnelle reconnue conjuguée à la maîtrise et à l'acquisition d'un *social background* conséquent conditionne en quelque sorte sa carrière politique d'un point de vue local, voire national. Sa légitimité sociale est d'abord traditionnelle avant d'être moderne avec l'acquisition d'un *social background* engendré par l'école (avocat à la cour). Les électeurs élisent leur député en fonction des ressources politiques (légitimité traditionnelle plus un savoir faire moderne). Par conséquent l'association de ces deux ressources augmente ses chances d'une carrière politique à l'échelle locale et s'il est ambitieux à l'échelle nationale. Notons au passage qu'il est le Président Fondateur du Parti Congrès National D'Initiative Démocratique (CNID créé en 1992) ayant un joué un rôle non moins important dans le renversement de la dictature militaire malienne en 1991.

### *3-2 La figure d'une lignée de chef de guerre traditionnel : Moussa Berthé*

Le parlementaire Moussa Berthé est né le 4 juin 1966 à Sikasso (3e région du Mali). Monsieur M. Berthé est très peu diplômé (niveau secondaire) et commerçant de profession.

---

[25] El-Hadj Omar Tall fut l'une des grandes figures du XIX siècle africain. Il est né vers 1797 au Fouta Toro (le Sénégal aujourd'hui) d'une famille toucouleur musulmane Après un pèlerinage à la Mecque il fonda un vaste empire musulman. Parti de Dinguiraye, il conquit le Bambouk (1854) et le kaarta (1857), mais échoua devant Médine la capitale du Khasso défendue à l'époque par les Français. Il repartit donc à l'est et conquit successivement le royaume Bambara de Ségou (1861) et le royaume du Macina (1862) et Toumbouctou. A son apogée, l'Empire Toucouleur s'étendait de Dinguiraye à Toumbouctou et du Bambouk au Macina. Vers sa mort l'empire était désuni alors que son fils Amadou devrait faire face aux français.

Son élection à Sikasso n'est pas anodine si on s'intéresse à son ascendance au sein de sa circonscription électorale. Il est le descendant du chef de guerre (Chef d'État major de l'armée) du royaume du Kénédougou Kelètigui Berthé[26]. Ainsi la famille Berthé a acquis une légitimité traditionnelle de grande famille notable, à l'instar d'autres grandes familles comme les Traoré, les Ouattara, les Sanogo. Cette notoriété historique (notoriété du patronyme) s'est perpétuée à travers la « construction sociale » de Sikasso qui a permis aux grandes familles d'être associées aux décisions importantes. Sans oublier qu'ils étaient en même temps des grands cultivateurs et éleveurs (la famille Berthé a une grande propriété terrienne).

Tous ces facteurs cumulés procurent à Monsieur Berthé un capital social considérable au plan local si on s'intéresse à la sociologie du terroir. On peut donc estimer que la famille a toujours été un espace de socialisation civile et politique pour Monsieur Berthé du fait de l'interaction permanente avec le pouvoir politique et les populations locales en essayant d'apporter des solutions à leurs demandes. La position sociale de sa famille a favorisé l'acquisition d'un capital social et économique le prédisposant à entamer une carrière politique. Dans cette optique la socialisation de Monsieur Berthé doit être analysée à l'aune de deux éléments pertinents : la légitimité traditionnelle corollaire de la chefferie de guerre traditionnelle et un capital économique considérable.

### *3-3 La figure d'une lignée notabiliaire : Abdoulaye Sidibé*

Le parlementaire Abdoulaye Sidibé est un cultivateur de profession élu à Dioila dans la région de Koulikoro. Analphabète, il a brièvement fréquenté l'école coranique dans les endroits aménagés pour la circonstance sans pour autant poursuivre à un niveau avancé comme dans les médersas pour avoir une qualification[27]. Il est né en 1961 dans un village de Dioila, précisement à Falla qui relève de sa circonscription électorale. Son cas nous a semblé intéressant puisque contrairement aux deux premières figures qui tirent leur légitimité traditionnelle d'une ascendance royale ou de chef de guerre, Monsieur Sidibé tire sa reconnaissance traditionnelle de la notabilité dont jouit sa famille, l'exemplarité de sa famille. La famille Sidibé bénéficie d'une grande notoriété dans le cercle de Dioila et ses villages environnants ; *« La notoriété de notre famille remonte à des siècles. L'histoire du village raconte que mon aïeul Tièmoko Dantouma Sidibé faisait le tour des quartiers pour voir tous les soirs s'il y avait des enfants qui traînaient à des heures tardives. Et s'il en voyait vers 9h 30, 10h, en considérant tous les enfants du village comme les siens, il les corrigeait et les ramenait chez eux. Donc la notoriété du nom Sidibé ne date pas d'aujourd'hui et toutes les familles se connaissent ici, et on sait dans les villages qu'il n'y a pas de doute sur l'honnêteté et l'intégrité de ma famille. Mon grand-père Mékiya Sidibé que j'ai pas connu a une bonne audience dans le village de même que mon père Mamadou Sidibé* [28]*».*

---

[26] Le royaume du kénédougou fut fondé vers 1760 par Daoula Ba Traoré. Parmi ses successeurs célèbres dans le rayonnement du royaume, on peut évoquer Tieba Traoré (1876-1894) qui avait signé un traité de paix avec Amadou à Ségou fils d'El-Hadj Omar Tall et mit en déroute les troupes de Samory aux portes de Sikasso capitale fortifiée du kénédougou, le Tata de Sikasso dont les ruines sont encore visitées au Mali aujourd'hui. Il connut son apogée sous le règne de Tièba. Son successeur qui était son frère Babemba se suicida le 1er mai 1898 après la prise de Sikasso par les Français. Ce fut la fin du royaume du kénédougou. Et toutes ces batailles ont été menées à Sikasso sous l'autorité du chef de guerre Kélétigui Berthé qui a toujours été considéré comme un homme intègre, brave qui s'est battu jusqu'à la mort pour la défense de la ville de Sikasso.

[27] La distinction entre les médersas et les écoles coraniques traditionnelles est que contrairement aux médersas qui forment à l'apprentissage d'un métier comme l'école, les méthodes de l'école coranique sont plus archaïques et apprennent simplement aux enfants l'apprentissage des versets du Coran par cœur.

[28] *Entretien réalisé avec l'intéressé lui même député élu du Parena à Dioila le 24 mai 2011.* L'histoire est vérifiable auprès des personnes âgées du village de même que l'histoire est racontée par les griots.

Au-delà de cette reconnaissance dont bénéficie la famille, il faut souligner aussi le rôle de médiateur que joue la famille Sidibé dans la réconciliation entre les différentes familles, différents groupes, des conflits apparaissant à chaque fois entre les protagonistes dans les milieux ruraux le plus souvent entre bergers et agriculteurs.

Sa socialisation traditionnelle s'est surtout réalisée à travers tous les éléments acquis par sa famille (bonne moralité de la famille, rôle médiateur important, notoriété etc.) qu'il a tenté de transformer en ressources politiques mobilisables sur le marché électoral. Indépendamment d'un capital économique et d'un *social background* important, la socialisation de ce parlementaire s'est bâtie surtout sur un facteur social relationnel très important dans les villages qui s'est perpétué de génération en génération. Comme nous le confirme l'intéressé lui-même ; *« à Falla dans ma circonscription électorale il y avait sept quartiers avec au total 500 votants et moi j'ai eu 444 voix sur neuf partis politiques. Cela veut dire que j'ai ratissé large et que ma notoriété ne se limitait pas à mon seul quartier mais à d'autres quartiers et aussi d'autres villages environnants*[29]*».* La notabilité non valorisée par un capital économique important ou un social background élevé reste un élément très important dans le processus de socialisation traditionnelle qui devient politique si elle est réutilisée comme ressource sur un marché électoral. Ici, le capital social prend tout son sens sur la sphère politique.

Nous pouvons aussi noter ici l'impact du titre symbolique *d'El-Hadj* même s'il ne repose pas sur les mêmes fondements. Le pèlerinage à la Mecque quoiqu'il ne relève plus d'un long périple à dos de chameaux mais d'un voyage de quelques heures en avion, n'en reste pas moins abordable que pour les gens riches ou ceux que leur capital relationnel permet de se faire financer par le gouvernement[30]. Il y a donc un fossé qui se crée entre ceux qui ont les moyens de faire le pèlerinage et la majorité des autres adeptes de l'islam, fossé symbolisé par le titre *d'El-Hadj* qui est devenu progressivement synonyme d'opulence et d'appartenance à l'élite, suscitant au passage le respect.

### *3-4 La figure d'une ascendance religieuse : Sidi Baba Kane*

Sidi Baba Kane est né le 13 Novembre 1961 à Dilly dans un petit village de la région de Ségou. Analphabète, autodidacte n'ayant pas fréquenté l'école française, il est maître coranique et marabout de profession. Sa réputation il la tient de son père qui fut un grand guide religieux et marabout dans sa région natale. L'influence des confréries religieuses est faible au Mali par rapport à un pays comme le Sénégal où elles jouent un rôle social et politique majeur sur la scène politique (Mouridisme, Tidjaniya etc.) allant jusqu'à changer le cours d'une élection avec le *N'diguel* (consigne de vote)[31].

Au Mali les confréries se développent surtout au niveau local autour d'un leadership religieux dont la compétence est reconnue. Il faut savoir qu'un marabout cultive deux types de

---

[29] Ibid.

[30] La présidence de la République, les ministères de même que l'Assemblée nationale offrent des places pour le *Hadj* à certains de leurs employés. Le député A. Sidibé avait bénéficié d'un parrainage de l'Assemblée nationale pour le *Hadj* courant 2007, et retirait une certaine satisfaction, un honneur à ce qu'il soit appelé *El-HADJ.* Il n'est pas rare non plus qu'à l'approche des élections présidentielles, plusieurs futurs candidats se rendent à la Mecque dans le seul but de faire précéder leur nom du titre d'El-Hadj. L'exemple des deux anciens Premiers ministres El-Hadj Ibrahim B. Keita (1994-2001), El-Hadj Ousmane I. Maiga (2004-2007) ou EL-Hadj Modibo Sidibé (2007-2011) illustrent cela.

[31] Coulon C., *Le Marabout et le Prince : Islam et Pouvoir au Sénégal,* Paris, Pedone, 1981 ; « Sénégal : marabout power ou l'influence des confréries », *Jeune Afrique,* 06/03/2012.

savoir dont l'un est commun et l'autre plus secret est occulte[32]. Cette connaissance est hétérogène et dépend surtout de la position géographique et sociale qui fonde la notoriété et l'identité du marabout et donc de surcroit ses relations avec ses *talibés,* ses clients qui sont en réalité des électeurs potentiels. Historiquement l'entretien de ce mystère de l'occulte de la puissance a toujours été une sorte de légitimité qu'ils ont exercée auprès des princes ou rois et en même temps sur les populations.

Sur un plan moderne, la volonté de se lancer en politique est surtout basée sur l'idée d'un soutien électoral fort porté essentiellement par ses clients. Dans ce cas, la légitimité provient d'un social background traditionnel (savoir religieux plus savoir occulte) et de la notoriété acquise au fil des générations. Sur un plan sociologique, l'appartenance familiale est d'abord un processus d'assimilation de ces savoirs familiaux. Ces marabouts étant la plupart du temps consultés par les politiques, il se crée très rapidement des liens de subordination, tout facteur participant à la socialisation politique du député. L'ascendance d'une grande famille religieuse est une donnée primordiale dans la compréhension et la socialisation civile et politique de cette élite parlementaire. Contrairement aux trois premiers cas, ici c'est un social background particulier (savoir coranique favorisant un savoir occulte) qui sert de ressource politique sur le champ politique. Enfin, Ces quatre archétypes restent des élites sociales au sens traditionnel du terme.

Le capital symbolique dont nous avons brièvement fait état (le titre d'El-Hadj par exemple) est une sorte de crédit au sens large du terme, qui peut être reconnu accordée aux membres de l'élite qui s'en prévalent, et cela que ce soit par leurs pairs et par les dominés. L'absence de ce capital symbolique peut apparaître aux yeux de la majorité des dominés, comme un inachèvement du statut de l'élite. Cependant, ces lieux de socialisation traditionnels demeurent insuffisants pour expliquer la diversité des trajectoires des députés maliens.

### *II.) Les associations syndicales et estudiantines des élites parlementaires :*

Le milieu associatif et syndical reste une des approches incontournables dans les étapes de socialisation des élites parlementaires. L'activité associative ou syndicale nécessite la répartition des taches entre différentes responsabilités, une gestion impliquant un travail collectif. Le parcours associatif et syndical implique la cooptation des dirigeants ou l'organisation d'élections pour la désignation de leurs dirigeants, les marches de protestations contre certaines décisions politiques etc. Toutes ces actions participent entre autres à la socialisation politique des élites parlementaires. Partant de ce constat, il est évident que les milieux associatif et syndical apparaissent comme des espaces de socialisation et d'initiation à la vie politique à travers les formations reçues dans les actions collectives. C'est l'occasion de rappeler le rôle qu'ont joué les associations et les syndicats dans l'avènement de la démocratie au Mali.

Mais sans insister sur le fonctionnement interne des associations et syndicats qui relèvent plutôt d'ordre juridique, nous nous sommes intéressés aux liens entre l'activité associative et syndicale et l'activité politique. Dans quelle mesure les milieux associatif et syndical peuvent être conçus comme des lieux de socialisation prédestinant leurs membres à s'engager dans une carrière politique ? Dans le contexte malien, que nous rappellent les particularités des

[32] Le premier savoir qui a un caractère universel peut être transmis à tout un chacun et est généralement dispensé dans les écoles coraniques ou les médersas. Le deuxième d'ordre mystérieux n'est transmis que selon des règles ésotériques dans des contextes bien définis et généralement de père en fils. L'imamat (l'Imam le lettré arabe qui dirige la prière) est donc héréditaire et chaque famille maraboutique possède en dehors de ce que chaque musulman instruit maîtrise pour la prière, un savoir occulte qui lui est propre.

trajectoires individuelles des élites parlementaires dans les milieux socialisateurs que sont les associations et syndicats ? De ce fait, il sera question des apports des associations et syndicats dans l'univers politique malien et donc de la déférence qu'elles ont acquis à travers les expériences individuelles de certains députés par le truchement de leurs trajectoires politiques dont l'apprentissage associatif et syndical a en quelque sorte été un socle, une étape décisive à leur carrière politique. Il sera donc intéressant d'analyser le rôle majeur des associations et syndicats en tant que filière d'entrée en politique des députés maliens.

## 1.) *Rôle et place des associations et syndicats au Mali :*

Les mouvements associatifs et syndicaux ne sont pas récents au Mali et ont existé bien avant l'accession à l'indépendance pendant la colonisation[33]. C'est en 1944 que l'administration coloniale autorise le syndicalisme grâce au grand rôle joué par deux communistes Fayette et Morlet. En 1957, l'Union Nationale des Travailleurs du Soudan (l'UNTS) devient l'Union Syndicale en 1960 et prend finalement le nom de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali[34]. D'autres associations et syndicats verront le jour en Afrique Occidentale Française (AOF) mais au Soudan aussi en particulier. Le professeur Joseph Ki Zerbo remarque que si en 1937, le nombre d'organisations syndicales est presque nul, on en dénombre 350 environ en 1955[35]. En somme l'activité associative et syndicale a joué un rôle important dans la formation sociale et politique des élites politiques. Elles ont formé les populations maliennes sur le plan éducatif et politique favorisant ainsi l'accession à l'indépendance en 1960.

Après ce bref rappel historique, suivre l'évolution associative et syndicale nécessite d'appréhender ces structures comme des lieux de mobilisation politique et émettrices de ressources politiques. Leur fonctionnement devient intéressant quand on s'intéresse aux stratégies de positionnement des acteurs qui prédisposent les statuts dans l'organigramme. Sous cet angle, la transformation de ces ressources acquises nous renseignera sur les trajectoires de certaines élites parlementaires. Il s'agira donc de voir le cadre des associations au Mali à partir d'observations empirique ainsi que celui des syndicats.

### *1-a) Le cadre des associations au Mali : (AEEM, CNID, ADEMA)*

Pendant la réalisation de nos enquêtes empiriques, nous avons remarqué le rôle joué par le militantisme associatif des élites parlementaires dans l'instauration démocratique au Mali. La liste étant longue, nous nous sommes focalisés sur trois associations à caractère national du fait du rôle qu'elles continuent à jouer sur la scène politique nationale, mais aussi du rôle politique des parlementaires dans ces associations, de par leur militantisme. Les associations ADEMA et CNID avant 1992 transformées en partis politiques pour les premières élections

---

[33] En effet, l'arrivée en France du front populaire au Pouvoir en 1936 fit souffler sur les colonies un mouvement de liberté diminuant considérablement les conditions de travail des colonies et l'octroi de la liberté associative. Dès 1937, les élites du Soudan (ancienne appellation du Mali avant l'indépendance) surfèrent sur cette liberté soudaine pour créer plusieurs associations. Ainsi l'association des Amis du Rassemblement Populaire du Soudan Français ARP fut créée de même que le foyer du Soudan français et Art et Travail de Modibo Keita avec d'autres personnalités maliennes de la scène politique de l'époque coloniale comme Mamadou Konaté, Amadou Hampâté Bâ, Paul Lerroux etc. C'est dans la continuité de ces activités associatives que naitra le syndicalisme au Soudan. Il faut donc souligner le rôle prépondérant qu'on joué les associations dans la formation politique syndicale et culturelle des soudanais (maliens).

[34] Voir pour plus de détails Benoit de Roger-Joseph, *Le Mali,* Nouvelles éditions mises à jour, l'Harmattan, 2007.

[35] Voir pour plus de précisions Ki- Zerbo J, *Histoire de L'Afrique d'hier à demain*, Paris, Hatier 2005.

pluralistes de 1992 comptent plusieurs de leurs membres dans l'Assemblée nationale[36]. Ces deux associations créées en 1990 furent des espaces de socialisation politique très importants à travers les luttes clandestines qu'elles ont menées. Si la question de ces associations comme lieux de socialisation et d'apprentissage du savoir faire politique ne fait aucun doute puisqu'elles ont activement participé au renversement du régime dictatorial malien, les différents entretiens m'ont révélé une grande standardisation au sein de ces organisations malgré le risque élevé auquel se prêtaient leurs membres[37].

La première association estudiantine fut l'UNEEM (L'Union Nationale des Élèves et Étudiants du Mali) créée dans les années 1970 pour ensuite être dissoute par L'UDPM en 1980. L'AEEM (L'Association des Elèves et Etudiants du Mali) naît des cendres de l'UNEEM le 27 octobre 1990 et peut être considérée comme une association type d'espace de socialisation civile et politique. La plupart de nos interviewés parmi les parlementaires nous ont expliqué qu'ils ont été membres actifs de l'AEEM. Nous pouvons donc établir le lien entre l'activité menée au sein de l'AEEM et l'engagement politique jusqu'à l'obtention d'un mandat politique en l'occurrence le mandat législatif. L'AEEM bénéficie d'une grande popularité à travers tout le Mali en raison du rôle qu'elle a toujours joué pour l'instauration de la démocratie au Mali (assassinat du leader de l'UNEEM en 1980 par le régime de Moussa Traoré, forte mobilisation pour évènements de mars 1991etc.), et de l'instrumentalisation politique dont elle fait l'objet entre les différentes tendances politiques au Mali (l'utilisation de l'AEEM par les élites politiques pour des fins de stratégies politiques). Elle est devenue au fil des années le talon d'Achille des gouvernements successifs, le système éducatif et universitaire malien étant l'un des plus médiocres au Monde. Un député ancien secrétaire général de l'AEEM note à ce propos que *« l'AEEM d'aujourd'hui est un nid d'opportunistes et d'arrivistes qui a complètement dévoyé sa mission, le combat des élèves et étudiants du Mali. Ils sont complètement à côté, ce sont des gens qui se servent qui sont à la tête de l'AEEM. Ils se servent et servent les malfrats, ce sont donc des malfrats. L'AEEM n'existe plus dans sa noblesse, dans sa légitimité, elle n'existe plus du tout, telle qu'elle a été conçue. L'AEEM a cessé de défendre les intérêts matériels et moraux des élèves et étudiants du Mali, elle s'est donc écartée de ses objectifs* [38]». L'idée ici est de faire ressortir que la « vie scolaire est rythmée par les apprentissages, les épreuves de la vie collective avec ses plaisirs et ses désagréments, ses amitiés et ses inimitiés [39]». Ainsi, Siroux pose la question pertinente de savoir comment « passer sept heures par jour, huit mois par an, dans un univers de socialisation aussi tentaculaire que celui-ci (socialisation culturelle, civique, amicale, amoureuse, etc.) ne se répercute pas profondément sur le développement personnel des élèves ? Comment imaginer que l'action socialisatrice de l'école ne se marque pas dans des rapports au savoir scolaire, dans des relations entre pairs ou des aspirations professionnelles différenciées ? ». Pour cet auteur, « les individus importent leur histoire dans l'école, mais en retour, celle-ci les irrigue de la sienne. Il n'est donc pas nécessaire de méconnaître les effets du système […] pour s'intéresser de près à son action socialisatrice [40]».

Quant aux associations de développement, elles ont un caractère plus social à la base, même si certains sociétaires finissent par embrasser la voie politique. Elle est l'œuvre généralement de ressortissants des zones périphériques (village, cercles) dans le but de

---

[36] Pour rappel l'association ADEMA fut transformée en parti politique l'ADEMA -PASJ, de même que le CNID fut transformé en CNID Faso Yiriwa Ton FYT.

[37] L'idée ici renvoie à la forte structuration des associations qui pourtant étaient interdites par le régime de Moussa Traoré.

[38] *Entretien réalisé avec un député du SADI, ancien secrétaire général de l'AEEM avant le début de l'ère démocratique le 12/05/2011.*

[39] Siroux J-L., *La fabrication des élites, langage et socialisation scolaire,* Louvain, l'Harmattan, 2011, p.16.

[40] Ibid.

promouvoir leur localité d'origine. Ces activités peuvent être entre autre le nettoyage des rues, ramassage des ordures ménagères, dons d'équipement sanitaires ou de fournitures scolaires. Plusieurs parlementaires m'ont affirmé que leurs militantismes au sein des associations de développement ont été des tremplins pour eux dans leur socialisation et ont été déterminants pour leurs sollicitations du suffrage. *« Je ne m'étais pas résolu à faire de la politique au sens propre du terme. Par contre, j'avais des activités dans des associations de développement local. Et ces associations dont je suis un des fondateurs qu'on a créé en 1986 a permis de propulser justement la commune de Duguwolowila au devant des autres communes du Mali. Donc on a pu réaliser des édifices d'intérêt collectif à hauteur de plusieurs milliards en l'espace de d'une dizaine d'année. On a contribué au développement de la localité dans tous les domaines : l'accès à l'eau potable, construction de classes, centre de santé, formation etc. j'ai fait ça pendant une quinzaine d'année jusqu'à ce que avec l'avènement de la décentralisation, avec l'avènement des communes rurales que je sois amené à me faire élire comme premier maire de la commune de Duguwolowila en mai 1999 et même là c'était à titre d'indépendant* [41]*». « C'est la population avec à la tête certaines familles notables qui m'ont sollicité afin que je puisse être candidat. Ils estimaient que vu tous les actes que j'ai posés pour le développement de la ville de Koutiala, il me revenait de droit d'être leur représentant à l'Assemblée nationale*[42]*».* Les activités de ces associations ne se font pas dans un but lucratif, mais avec un esprit de solidarité pour la mise en œuvre d'actions de développement. Ces associations constituent des édifices de développement pour ces villages, restant des vecteurs incontournables de mobilisation de la population villageoise. Les activités se traduisent par des aides financières ou techniques dans le cadre de projets initiés à la base en coopération avec les populations. Les membres actifs au sein de ces associations villageoises de développement acquièrent de ce fait une certaine notoriété et une reconnaissance à l'échelle locale. Ces associations peuvent donc être considérées comme des lieux de socialisations pour l'apprentissage du savoir faire politique et une formation à la carrière politique. Tout de même, certains financements provenant occasionnellement de l'État sont un mode d'instrumentalisation de ces associations de développement à des fins politiques.

### *1-b) Le cadre des syndicats au Mali :*

Le syndicalisme malien trouve son origine à partir des années 1944[43]. D'autres mouvements syndicaux vont naitre. Il s'agit de l'EMCIBAM (Employés Indigènes du Commerce des Industries et Banque du Soudan) et la Société des Retraités Soudanais, avec pour objectif la défense des intérêts moraux et matériels de leurs adhérents. Pendant la période coloniale, l'Ultime action syndicale reste la grève des cheminots des chemins de fer qui dura du 10 octobre 1947 au 19 mars 1948. Les cheminots, sous l'égide de Mamadou Sidibé, paralysèrent le réseau ferroviaire déstabilisant au passage l'administration coloniale. On peut noter aussi les syndicats des femmes et jeunes qui participèrent à la lutte pour l'émancipation. Le premier syndicat des femmes au Soudan (le Mali aujourd'hui) fut l'intersyndicale des

---

[41] *Entretien réalisé avec un député indépendant le 23/07/2011.*

[42] *Entretien réalisé avec un député de l'UDD élu à Koutiala le 17 mai 2011.*

[43] Ce sont deux communistes Français qui sont à l'origine du mouvement syndical malien, puisqu'ils créèrent l'Union Régionale des Syndicats du Soudan (URSS). L'URSS avec ce sigle marquant et provocateur au début de la guerre froide était affilié à la Confédération Générale du Travail (CGT) en France, avec pour objectif la défense des travailleurs. Après l'URSS rejoindra l'Union générale des travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN) créée en 1956 par Sékou Touré qui sera le premier président de la Guinée voisine, celle-ci ayant pris son indépendance de la CGT française. En 1957, l'URSS se sépare de L'UGTAN et devient l'Union Nationale des Travailleurs Soudanais (UNTS) pour ensuite devenir l'Union Syndicale des travailleurs du Mali en 1960 avant de finir par prendre le nom d'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) voir Diallo S.B.,« La marche vers l'indépendance » (in) *Notre Mali, 1960-2010,* Bamako, AMAP, 2010, p. 5. Voir pour plus de détails Benoist Roger-Jospeh, *Le Mali,* L'Harmattan, 2007.

Femmes Travailleuses du Soudan créée en 1956 par Mme Aoua Keita sa présidente. Elle est secondée entre autre par Mme Assan Coulibaly, Mme Sira Diop, Mme Rokiatou Sow toutes membres de l'intersyndicale des femmes travailleuses. C'est le moment de souligner que le syndicat reste un milieu de socialisation politique important. Ce syndicat qui lutta pour l'amélioration des conditions des femmes travailleuses et de toutes les femmes se remarquera très vite en politique car sa présidente Mme Aoua Keita sera la première femme élue députée à l'Assemblée nationale en 1959[44]. Pendant les deux premiers régimes de 1960 à 1992, les syndicats étaient sous le contrôle étroit des régimes autoritaires, et ne jouissaient donc d'aucune liberté d'expression voire politique.

Dans le cadre de nos entretiens empiriques, il en est ressorti surtout que le syndicalisme a servi de lieu de formation et de socialisation pour l'apprentissage du savoir faire politique pour plusieurs parlementaires. Dans le cadre malien, les métiers caractérisant les viviers du syndicalisme sont en dehors de la corporation enseignante et fonctionnaire essentiellement cultivateur et commerçant. On remarque que le syndicat sert de lieu de socialisation politique pour les élites les moins diplômées. Sur le plan national la confédération des enseignants et celle des fonctionnaires constituent les deux forces principales syndicales même si on note qu'une dizaine de députés entretiennent un lien avec ces organisations. Les syndicats les plus représentés dans l'Assemblée nationale restent essentiellement des organisations locales en fonction des zones géographiques (cultivateurs, transporteurs, commerçants). Le syndicalisme dans les milieux ruraux reste très fort à travers ces métiers.

Pour illustrer nos postulats des milieux associatif et syndical comme lieu de socialisation politique, intéressons nous aux trajectoires individuelles de certaines élites parlementaires.

### *5-2 Des trajectoires singulières dans les associations et syndicats :*

Les carrières des parlementaires prises individuellement nous renseignent sur les liens étroits entre l'activité associative et/ou syndicale et l'activité politique. Il sera question des ressources acquises à travers ces différentes expériences associatives et syndicales facilitant ou générant l'entrée dans le champ politique. Nous verrons donc les trajectoires relevant du milieu associatif ainsi que celles relevant du milieu syndical.

#### *- Le militantisme associatif précoce : Le Docteur Amidou Diabaté*

Le Docteur Amidou Diabaté est né le 15 mars 1951 à Bamako. Juriste de formation il fut magistrat de 1975 à 1992 dispensant parallèlement des cours à l'École Nationale d'Administration (ENA) du Mali de 1981 à 1991 avant d'intégrer le barreau malien suite à sa démission de la magistrature. Il fut secrétaire général du CNID Association et a occupé la même fonction quand celle-ci fut transformée en parti politique. Il est actuellement le premier vice président du PARENA. Il est plutôt de gauche le PARENA étant membre de l'international socialiste. Bercé dans la politique très jeune de par le militantisme de ses parents à l'US-RDA, il affirme que *« le facteur déterminant de mon entrée en politique a été le coup d'état de 1968 qui renversa le premier président du Mali*[45]*».* Son militantisme commence dans les années 1970 quant il rejoint l'UNEEM (l'Union Nationale des Élèves et Étudiants du Mali). Avec le durcissement du régime militaire qui dissout les organisations associatives, il tombe dans la clandestinité en continuant de militer dans les associations pour un changement des conditions de vie des citoyens et de la liberté d'opinion. C'est dans cette

---

[44] Diallo S.B., « La marche vers l'indépendance » *(in) Notre Mali, 1960-2010,* Bamako, AMAP, 2010, p. 6.
[45] *Entretien réalisé avec le député lui à Bamako le 12/05/2011.*

optique qu'il sera l'un des membres fondateurs du CNID association en 1990 où il est nommé secrétaire général. Avec une expérience de deux décennies dans les associations un certain intérêt se crée pour la chose publique. Les regroupements et les échanges portant sur des interrogations d'ordre sociopolitique, économique ou culturel ont été entre autre des éléments socialisateurs qui ont éveillé en lui cette volonté de faire de la préoccupation de la population son engagement majeur. Le contexte de la dictature a aussi été un élément important, « en ce sens que *« refusant l'arbitraire, je ne pouvais pas rester indifférent à tout se qui se passait autour de lui* [46]*»*. La justice n'étant la plupart du temps dans les régimes dictatoriaux que l'exécuteur de la volonté des gouvernements en place, en l'occurrence des élites politiques autoritaires. Tous ces facteurs réunis ont engendré une sorte de précocité politique chez cette élite parlementaire l'obligeant à se révolter contre le système autoritaire. Son identité associative longue (durée, expérience) lui a en quelque sorte inculquée cette volonté politique qui l'anime dans les luttes politiques qu'il mène aujourd'hui. En généralisant les observations sur l'ensemble des parlementaires, nous pouvons nous poser la question de savoir si le militantisme syndical ou associatif (surtout pendant la période pré démocratique) n'a pas constitué une filière d'entrée en politique utilisée par plusieurs élites ceux-ci. Nous pouvons répondre partiellement à cette réponse par l'affirmative. En tout état de cause, nous pouvons en déduire que la légitimité et le statut d'élites parlementaires est proportionnel en fonction des expériences vécues dans les structures associatives. A ce sujet, nous verrons que la majorité des membres fondateurs des organisations clandestines pendant la période du régime militaire seront les leaders des organisations de la période démocratique. Le deuxième exemple de militantisme associatif s'inscrit aussi dans ce cadre.

- *Le militantisme associatif estudiantin : le Docteur Oumar Mariko*

Le Docteur Oumar Mariko est l'une des figures les plus populaires et controversées de la scène politique malienne. Il est né le 4 février 1959 à Bafoulabé dans la première région du Mali. Il est Docteur en médecine de l'Université de Bamako. Il fut membre fondateur du CNID Association de même que l'AEEM. Il est le Secrétaire général, principal fondateur du parti SADI. Son intérêt prématuré pour la politique s'explique par son entourage familial, ces deux parents ayant été militants de l'USRDA. Il commence dès le secondaire à militer dans les associations estudiantines dans l'UNEEM où il fut secrétaire administratif de 1976 à 1977 au lycée de Dioila devenant par la suite membre du bureau de coordination élève de l'UNEEM de 1978 à 1980. Il jouera un rôle actif dans le renversement du régime dictatorial.

L'UNEEM a été dissoute par l'UDPM le 15 janvier1980 et l'AEEM sera créée le 27 octobre 1990 dont il est membre fondateur avec trente neuf membres au total[47]. Sur l'échiquier politique il se situe à l'extrême gauche, anti-impérialiste son discours étant dominé par l'anticolonialisme notamment contre la France. J. Siméant dit de lui qu' « il occupe une position particulière dans l'espace politique malien : parrain de nombreuses luttes sociales et politiques, sans forcément les avoir initiées, il incarne une extrême gauche panafricaniste et anti-impérialiste nostalgique des expériences socialistes des indépendances […] Le parcours d'Oumar Mariko, la radicalité de son expression son recours à l'international montrent […] le rapport entre mémoire de la colonie, ressources matérielles de la prise de parole par le secteur associatif entre autres, et extraversion. S'y rajoute dans le cas d'Oumar Mariko, la question de l'obsédante référence à 1991, à la violence et aux jeunes qui en furent les fers de lance autant

[46] *Ibid.*
[47] *Informations données par l'intéressé lui-même à Bamako le 12/05/12.*

que les victimes- au point que l'on parle des jeunes de Mariko aujourd'hui-pour évoquer le rapport à la violence qui lui est reproché »[48].

Et comme l'affirme l'intéressé lui-même *« à partir d'une lutte corporatiste, l'UNEEM va glisser dans un combat politique contre le régime. L'UNEEM a existé dans un régime monopartiste où il y avait la primauté du parti unique qui gérait l'école et la société. L'UNEEM a existé dans un contexte où la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté d'opinion était sujette à caution* [49]*»*. Il découle de ces déclarations que le manque de liberté d'opinion, le manque de liberté tout court a été un élément considérable de son engagement politique, dans son processus d'intériorisation des valeurs de justice et d'équité sociale qu'il anime dans ses combats politiques. Dans ces deux cas de militantisme associatif, il faut souligner la reconnaissance de leurs compétences dans la gestion collective. Qu'il soit délibéré ou émergent, le militantisme associatif leur ont servi de ressources pour épouser une carrière politique.

- *Le militantisme syndical comme mouvement de socialisation politique : Mme Oumou Coulibaly*

La députée Oumou Coulibaly est née en 1951 à Ténégue dans un petit village dans la région de Ségou. Elle est membre du parti SADI et exerce son premier mandat à l'Assemblée nationale du Mali. Paysanne de profession, elle est analphabète n'ayant aucune notion élémentaire de français ou d'arabe. *« Je n'ai jamais soulevé un stylo de ma vie, à plus forte raison partir à l'école »* me confirmera-t-elle. Comme aime le rappeler le Secrétaire général de son parti, la première fois qu'elle a quitté le cercle de Niono sa circonscription électorale pour Ségou la capitale régionale, c'était après son élection comme députée en 2007 sans parler de Bamako où se trouve l'hémicycle de l'Assemblée nationale. C'est dire à quel point son élection a été un évènement dans le paysage politique malien.

En nous intéressant à sa biographie et à son parcours individuel, sa participation active à l'association des paysans de Niono fut déterminante dans la poursuite de sa carrière politique, même si elle fut émergente ici. Elle était membre active aussi du groupement des femmes à Niono. Son activisme au sein de l'organisation défendant les droits des paysans fut pour Mme Coulibaly un vecteur de socialisation qui lui vaudra une reconnaissance locale.

Mais il faut quand même préciser que le fonctionnement et l'organisation du syndicat étaient informels, comme dans la plupart des milieux ruraux du Mali, ne bénéficiant d'aucun encadrement juridique comme dans presque tous les villages paysans à majorité analphabète. Ces syndicats informels portent généralement le nom « d'associations villageoises ». Ces associations villageoises se caractérisent pour la plupart par une absence de statut juridique. Elles ne reposent sur aucun texte juridique légal ; il n'y a pas de procès verbal de constitution, donc pas de statut et de règlement intérieur. Les questions d'adhésion demeurent floues et généralement la liste des membres n'est jamais établie dans les villages. Les exceptions à ce niveau des organisations paysannes étaient les coopératives et les *Tons,* mais en revanche les associations villageoises ne sont régies par aucun statut officiel. On peut dès lors signaler que le manque de statut juridique aura deux conséquences ; d'un côté, le paradoxe entre l'idée principale des « associations villageoises », le respect des obligations contractuelles que les

[48] Siméant J., *Contester au Mali, Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako,* Paris, KARTHALA, 2014, pp. 206-207.
[49] *Entretien réalisé avec l'intéressé lui-même le 12/05/2011.*

paysans doivent avoir vis-à-vis de l'organisation censée défendre leur intérêt, de l'autre côté, l'inadéquation des structures politiques, administratives et étatiques à ces associations villageoises pour la plupart déstructurées.

C'est à la suite d'une affaire syndicale que la députée Oumou Coulibaly se retrouvera en prison injustement, ses adversaires ayant profité de son illettrisme, de sa naïveté. En effet, comme l'explique la députée elle-même *« le Commandant de Niono prétextant que les paysans ne s'étaient pas acquittés de leurs taxes d'eau pour l'irrigation de nos champs de riz fit arrêter nos maris en les condamnant à deux, trois mois de prison. Ils étaient dès fois arrêtés pour être simplement passés aux côtés des champs. C'est ainsi que nous femmes avons décidé d'aller voir le Commandant pour lui expliquer qu'en nous retirant nos terres nous ne pourrions plus subvenir aux besoins de nos enfants, la terre étant toute notre vie. C'est ainsi que arrivée chez le commandant pour lui soumettre notre requête, il traduira cet acte comme une offense envers sa personne en m'enfermant à mon tour pendant huit jours* [50]*».* A Niono seul le parti SADI se mobilisa contre sa détention arbitraire et pour sa libération le plus rapidement possible. Elle nous explique que *« c'est pour cela que les paysans m'ont sollicité à la demande du parti SADI que je sois leur candidate parce que j'avais été injustement emprisonnée pour une cause juste, noble qui est la défense des droits élémentaires des paysans de Niono. J'étais réticente car je ne suis jamais allée à l'école une seule fois de ma vie et en tant que paysanne je n'ai aucun moyen matériel ou financier. Mais le parti me convint que l'élection ne se limitait pas à cela et j'ai accepté de conduire leur liste pour les élections législatives 2007* [51]*».* En réalité, cet agissement inqualifiable du commandant dissimulait en fait un détournement de l'argent public de l'office du Niger qui gère les terres cultivables du Mali à hauteur de plus de dix Milliards de Fcfa (15 267 175 euros). En les intimidant par la force, il voulait leur faire payer ce trou de la caisse une deuxième fois quand bien même ils avaient leurs quittances. Les principaux protagonistes impliqués furent tous arrêtés purgent aujourd'hui leur peine de prison.

Si nous nous intéressons au processus de socialisation et de conversion des ressources acquises, on remarque ici que le militantisme politique de cette députée est la suite aléatoire de son militantisme syndical fut-il informel. La députée Oumou Coulibaly n'ayant jamais songé à réaliser une carrière politique, son entrée en politique résulte d'évènements dus au hasard. Dans cette optique, il met en exergue l'hétérogénéité des angles d'analyses dans les processus de conversion des ressources des élites parlementaires. Sans social background le prédisposant à réaliser une carrière politique, sans capital économique important les paysans étant dans la plupart des cas pauvres, elle a transformé son capital social en ressources politiques. Son passage dans les organisations syndicales fut une étape décisive dans son processus de socialisation et de conversion de ces ressources qui l'emmena dans une carrière politique. Ces exemples que nous pouvons multiplier mettent en exergue encore une fois, le poids du capital social dans ces milieux ruraux à majorité analphabète.

***Conclusion :***

La socialisation en tant que processus d'interaction entre l'individu et la société doit nous informer sur les étapes successives suivies par l'individu dans une période temporelle bien définie. L'hybridation du champ politique malien ressortait naturellement de nos enquêtes empiriques auprès des parlementaires. Ce que nous désignons par « socialisation traditionnelle » nous renvoie à l'histoire précoloniale, aux sources mythiques qui continuent

---

[50] *Entretiens réalisés avec l'intéressé elle-même le 30 Mai 2011.*
[51] Ibid.

d'imprégner l'inconscient populaire des maliens, de même que toutes les phases de socialisation relatives à la famille ou à une communauté donnée. L'influence de parlementaires issus de « grandes familles » disposant d'un fort capital social reste une ressource sûre. Ces familles jouent un rôle central dans ce processus de socialisation à travers les interactions existants entre celles-ci et les différents pouvoirs politiques.

Aussi avec les normes qui prévalent dans une société segmentaire, ces parlementaires se trouvent très vite confrontés à la chose politique dès leur plus jeune âge. Dans le cadre des grandes familles notables, la phase d'intériorisation des codes et mœurs pour la valorisation de leurs propriétés sociales est un facteur important dans le processus de socialisation aussi bien civile que politique. La notion d'habitus que nous avons utilisée trouve tout son sens ici. La précocité de l'intérêt pour la politique se manifeste le plus souvent dans le cadre familial qui entre dans le processus de socialisation politique (traditionnelle) à travers les débats politiques en famille. Passé le cap de la famille, c'est par l'école par le truchement des mouvements associatifs estudiantins (surtout l'AEEM concernant les députés) et syndicaux que les parlementaires acquièrent l'expérience de la gestion collégiale et qui forgent leur légitimité politique de certains députés.

Aussi, nous avons voulu mettre l'accent sur d'autres lieux des députés tels que l'école, les syndicats ou les associations villageoises etc. Ce sont aussi des endroits de socialisation par excellence où, les parlementaires assimilent certains codes et mœurs de ces associations valorisables dans le cadre d'une carrière politique. Les trajectoires étant diverses, la maitrise des codes et mœurs est relative à une communauté. Cependant, le terrain nous a montré que la référence sociale ne suffisait pas à elle seule comme ressource politique. Pour la valoriser, il faut qu'elle soit associée à un capital économique, un *social background* (niveau d'études et profession ici). C'est pourquoi nous proposons la notion de capital social ressource politique non négligeable dans les sociétés lignagères. Nous pouvons donc parler de « notabilité sociale », en ce sens que ce sont des élites sociales d'abord, bien avant de devenir des élites politiques. Le militantisme associatif ou syndical reste aussi une « filière propice » à la carrière politique comme l'avait montré Mattei Dogan, de même que le poids de l'école dans la socialisation politique[52]. Ces différentes trajectoires nous permettent de dire aussi qu' « il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de modèles universel de socialisation, parce que la socialisation est toujours le fruit de la rencontre de l'histoire de chacun avec celle de la société tout entière [53]».

[52] Dogan M., « les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers » *(in)* M. Offerlé (dir), *La profession politique 19è-20è siècles,* Paris, Belin, 1999.
[53] Percheron Annick., La socialisation politique, Armand Colin, 1993, p 193.

**Bibliographie Sélective:**

**Amselle J. L., M'Bokolo E.,** *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique,* Paris, La découverte, 1999
**Bourdieu P.,** « Le capital social », *Actes de la recherche en Sciences Sociales,* vol 31, 1980
**Briquet J.-L., Sawicki F.,** *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines,* Paris, PUF, 1998
**Busino G.,** *Élites et Élitisme (s),* Paris, Que sais-je, 1992
**Chabal P., Daloz J.-P.,** *L'Afrique est partie: du désordre comme instrument politique,* Paris, Economica, 1999
**Costa O., Kerrouche E.,** *Qui sont les députés français ? Enquête sur des élites inconnues,* Paris, Presses de science Po, 2007
**Coulon C.,** *Le Marabout et le Prince : Islam et Pouvoir au Sénégal,* Paris, Pedone, 1981
**De Benoist Roger-Jospeh,** *Le Mali,* L'Harmattan, 2007
**Dogan M.,** « les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers » *(in)* M. Offerlé (dir), *La profession politique 19è-20è siècles,* Paris, Belin, 1999
**Dubet F., et Martucelli D.,** « Théories de la socialisation et définitions sociologiques de l'école », *Revue française de sociologie,* 1996
**Elias N.,** *La société des individus,* Paris, Fayard, 1991
**Fellous M.,** « Socialisation de l'enfant bambara », *Journal des africanistes,* 1981, tome 51, fasicule 1-2,
**Genieys W.,** *Sociologie politique des élites,* Paris, Armand Colin, 2011
**Ki- Zerbo** J, *Histoire de L'Afrique d'hier à demain*, Paris, Hatier 2005
**Médard J.-F.,** « La spécificité des pouvoirs africains », *Revue Pouvoir,* n°25, 1983
**Médard J.-F.,** « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique,* vol 26, n°1, 1976
***Notre Mali,*** *1960-2010,* Bamako, AMAP, 2010,
**Percheron A.,** *La socialisation politique,* Paris, Armand Colin, 1993 ;
**Siroux J-L.,** *La fabrication des élites, langage et socialisation scolaire,* Louvain, l'Harmattan, 2011
**Siméant J.,** *Contester au Mali, Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako,* Paris, KARTHALA, 2014
**Sow A. S.,** *L'État démocratique Républicain : la construction de sa problématique au Mali*, Paris, Grandvaux, 2008